

Intervention rassemblement du 10 novembre à Albi.

Chers collègues

La FNEC FP FO du Tarn se félicite du succès de la grève et du rassemblement d'aujourd'hui.

Faire grève aujourd'hui, participer à un tel rassemblement n'a rien d'anodin.

Face à toutes les difficultés que les collègues vivent depuis des semaines dans l'exercice de leur activité professionnelle, face à cette épidémie, face aux conséquences catastrophiques de décisions politiques prises depuis des années qui aboutissent à ce que notre système de santé soit affaibli à un point où la seule issue semble être le confinement, la présence de collègues nombreux cet après midi devant la DSDEN est un signe que les personnels de l'Éducation nationale ne peuvent se résoudre à la dégradation continue de leurs conditions de travail, à la casse de l'Éducation nationale.

Tout comme les personnels hospitaliers qui, avec des travailleurs d'autres secteurs, des citoyens ont manifesté samedi dernier à Toulouse à 5000 ils ne peuvent se résoudre à la destruction d'un service public essentiel, comme celui de la santé, pour l'ensemble de la population de notre pays.

Mes chers collègues nous savons tous ici que ceux qui nous gouvernent, que celui qui depuis la rue de Grenelle tente de nous assommer à coup d'injonctions contradictoires, d'ordres et de contre ordres, n'ont que faire de la santé de la population, n'ont que faire de l'avenir de la jeunesse, n'ont que faire de la qualité des services publics dont la population de notre pays s'est doté grâce à ses mobilisations depuis des années.

Au contraire leur idée permanente, et on peut leur reconnaître de la constance dans ce domaine là, c'est de remettre en cause et détruire systématiquement les services publics, les garanties collectives, les diplômes nationaux, les statuts qui garantissent ces diplômes nationaux, ces garanties collectives.

Ils nous font jour après jour la démonstration de cette extraordinaire constance, n'hésitant pas à faire intervenir les forces de l'ordre contre des lycéens qui revendiquent juste la possibilité de pouvoir étudier dans des conditions dignes le lendemain même de l'hommage rendu à un collègue dont la mission qui l'animait était justement de permettre à la jeunesse d'avoir les moyens de porter un regard critique sur la société dans laquelle ils vivent, de devenir des citoyens capables d'agir, de défendre des principes.

Ce sont les mêmes qui préparent une rentrée 2021 encore plus dégradée que la rentrée 2020 avec la suppression de 1800 postes dans le second degré alors que 20 000 élèves supplémentaires sont attendus et que, nous le savons nos élèves après avoir subi la déscolarisation au printemps 2020, vivent pour ceux qui sont en lycée aujourd'hui un enseignement en mode dégradé.

Ce sont les mêmes qui se refusent depuis des mois à entendre les revendications des personnels portés par leurs organisations syndicales et en particulier Force Ouvrière :

- recrutement de tous les personnels nécessaires pour diminuer les effectifs dans les classes
- tests systématiques pour les personnels et les élèves afin de pouvoir isoler très rapidement des porteurs du virus très largement asymptomatiques
- fourniture aux personnels et aux élèves de moyens de protection conformes à la réglementation comme les masques FFP2 que prévoit le code du travail.

Mes chers collègues le dernier épisode de ce terrible feuilleton ministériel est tombé en fin de semaine dernière : le protocole renforcé pour les lycées pour lequel le ministre précise « chaque établissement aura son organisation propre »

Mes chers collègues ce protocole est un piège tendu aux personnels, il s'agit une nouvelle fois de remettre en cause le caractère national de l'École.

En refusant de répondre aux revendications le ministre cherche, une fois de plus, à faire porter la responsabilité du chaos sur les seuls personnels

De fait les annonces du ministre aboutissent à la poursuite de la destruction du baccalauréat qui devient complètement un bac local en contrôle continu.

La revendication des personnels demeure : retour à des épreuves nationales, retrait de la réforme du bac et du lycée et de Parcoursup !

Le ministre entend que les personnels s'imposent eux-mêmes, au nom de la continuité pédagogique, le télé-enseignement qui n'est pas de l'enseignement, que les personnels s'imposent de travailler jour et nuit dans des conditions insupportables, que les personnels acceptent la remise en cause de leurs obligations réglementaires de service.

Aujourd'hui, tous ensemble, avec des rassemblements dans quasiment tous les départements nous disons : « Non monsieur le ministre les personnels n'acceptent pas l'amputation de 50 % du temps d'enseignement des élèves »

Aujourd'hui, tous ensemble nous considérons que les parents d'élèves ont raison quand ils disent par la voie du co-président de la FCPE sur France Info : « *Il ne nous semble pas que la solution ce soit de renvoyer les enfants une semaine sur deux ou un jour sur deux à la maison* »

Ils ont raison quand ils déclarent : ce nouveau protocole est « *apparemment efficace d'un point de vue de gestion des établissements* » mais « *certainement pas* » pour les enfants « *ou alors cela sous-entendrait que l'école un jour sur deux est une solution idéale pour baisser les effectifs qui, comme nous le savons, est le problème récurrent et structurel de l'Éducation nationale depuis des dizaines d'années* ».

Chers collègues nous avons tous conscience que la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui est une situation véritablement exceptionnelle, nous sommes à la croisée des chemins et ce qui est dans la balance c'est la survie de l'Éducation nationale, c'est la survie d'une école qui instruit tous les enfants de la République, quelque soit le territoire sur lequel les enfants de la République vivent.

Ce défi auquel nous sommes confrontés c'est le même défi que celui que relève les personnels de la santé, personnels de la santé qui ont arraché, par leur mobilisation, 183 € d'augmentation indiciaire pour tous sans contreparties, personnels de la santé qui poursuivent leur mobilisation pour la création de postes, de lits, contre les fermetures

Oui dans le système de santé public il faut créer des postes dans les hôpitaux, des lits dans les hôpitaux, il faut des conditions de travail dignes, il faut que les traitements des personnels soient augmentés

Oui dans l'Éducation nationale comme dans la santé il faut créer les postes nécessaires,

Oui il faut recruter les candidats sur liste complémentaire !

Oui il faut la titularisation des contractuels !

Oui il faut l'application par l'employeur des règles du code du travail,

Oui il faut augmenter les salaires des personnels

Oui Il faut que les personnels précaires comme les AESH bénéficient d'un statut de fonctionnaire d'État !